

Infractions - Élevage LapiMauges (Carrefour)

Sur les mauvais traitements (article L 215-11 du code rural pêche maritime)

Peine encourue : 1 an d'emprisonnement et 15 000 € d'amende

(multiplié par 5 si c'est une personne morale)

- Entrave à la liberté de mouvements des lapins et exigüité des cages ;
- Inadaptation du matériel et des installations génératrices de souffrances pour les lapins (absence totale de matériaux d'enrichissement dans les cages, blessures aux pattes causées par le sol grillagé, inadaptation des cages grillagées pour les nouveau-nés) ;
- Défaut de soins apportés aux animaux blessés ou malades et absence de mise à l'isolement des animaux malades ;
- Défaut de ramassage des cadavres ;
- Violences lors du « ramassage » des lapins.

Sur la tromperie du consommateur (article L441-1 du code de la consommation)

Peine encourue : 2 ans d'emprisonnement et 300 000 € d'amende

(Le montant de l'amende peut être porté, de manière proportionnée aux avantages tirés du délit, à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel, calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date des faits, ou à 50 % des dépenses engagées pour la réalisation de la publicité ou de la pratique constituant ce délit)

- Cet élevage a été sélectionné par Carrefour pour la production de lapins de chair vendus sous sa marque Filière Qualité Carrefour. Cette marque vante auprès des consommateurs la « garantie des meilleures pratiques », des « cahiers des charges exigeants et contrôlés », « un contrôle au niveau de chaque animal », « la technologie blockchain pour disposer d'informations sur le produit et son parcours, depuis le lieu d'élevage jusqu'à sa mise en rayon », des « méthodes d'élevage [qui] respectent les animaux » et « des produits frais cœur de marché qui répondent à des exigences strictes en termes de traçabilité, de qualité » .
- Aussi, le Rapport RSE de 2020 de Carrefour précise l'engagement de commercialiser, d'ici 2023, de la viande provenant de lapins qui n'ont pas été élevés en cage, cela est repris dans les rapports de 2022 et 2023. Cet objectif est ensuite repoussé, impliquant qu'au plus tard en 2025 Carrefour ne commercialise plus aucune viande de lapin élevé en cage. À l'évidence cet engagement n'est pas respecté puisque Carrefour commercialise la viande de lapin issue de l'exploitation de Madame CHEVALIER qui élève des lapins en cage et dans des conditions contraires aux règles de protection animale.